

*Intervention de Monsieur Bernard Kouchner,  
Ministre des Affaires étrangères et européennes*

*France*

**Conseil ministériel de l'OSCE - Madrid, 29 novembre 2007**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Monsieur le Président de l'Assemblée parlementaire,  
Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues,

Permettez-moi d'abord de vous remercier, Monsieur le Président, cher Miguel, pour votre accueil chaleureux et surtout de vous féliciter des résultats obtenus sous votre présidence.

L'OSCE est pour la France un lieu irremplaçable de réflexion, de dialogue et d'action. A l'heure où plusieurs sujets d'inquiétude obscurcissent l'horizon européen, nous avons conscience de l'importance de cette enceinte et de sa pertinence.

L'OSCE conserve une vocation profondément politique. Elle demeure la seule institution au sein de laquelle tous les pays d'Europe et d'Asie centrale, ainsi que les Etats-Unis et le Canada, peuvent dialoguer de l'ensemble des sujets qui les préoccupent. C'est un modèle unique de coopération. Nous devons le défendre et le promouvoir, sans retomber dans une logique de blocs, car son mandat illustre une conception essentielle de la sécurité et de la coopération dans laquelle le sort des hommes est aussi important que les rapports entre les Etats. Je dirais même plus important. Il nous faut donc réaffirmer sa vocation alors qu'elle est parfois contestée.

Pour assurer son efficacité, l'OSCE doit enfin se doter de la personnalité juridique. La France y est favorable. Nous devons aller de l'avant sur ce sujet, et poursuivre de façon complémentaire les discussions sur le projet de charte. L'OSCE doit disposer des moyens financiers et humains nécessaires à son fonctionnement. Le Secrétaire Général, dont je salue le travail, doit en particulier avoir les moyens de poursuivre ses missions.

Ce renforcement de l'OSCE est indispensable au vu des défis auxquels l'Organisation doit faire face. Parmi ceux-ci, permettez-moi d'en évoquer brièvement trois.

Le premier est celui de la démocratie et des droits de l'Homme. Le Bureau des Institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) est un symbole de l'action de l'OSCE sur ce sujet. Son autonomie fait sa force. Elle doit être préservée. La France continuera de soutenir le BIDDH et son directeur dans la poursuite de ses activités. Et nous espérons que le Bureau sera invité à observer les prochaines élections qui se tiendront dans la zone OSCE, suivant une pratique qui a fait ses preuves.

L'OSCE est à la pointe du combat contre l'intolérance et toutes les formes de discrimination. Elle doit l'être davantage encore dans la protection des défenseurs des droits de l'homme et des ONG. Il est tout à fait regrettable que nous n'ayons pu adopter une décision ministérielle sur les défenseurs des droits de l'homme. Tout à fait regrettable.

Parmi les sujets de préoccupation du moment, je voudrais également retenir la maîtrise des armements conventionnels en Europe. Si elle est confirmée, l'annonce de la suspension, à compter du 12 décembre 2007, des obligations de la Russie au titre du traité sur les forces conventionnelles en Europe serait une mauvaise nouvelle pour nous tous. C'est pourquoi nous espérons que les efforts conduits par différents acteurs, dont la France, permettront d'éviter de nous engager dans un processus irréversible qui verrait à terme disparaître un instrument majeur de transparence et de prévisibilité.

Je voudrais enfin m'arrêter quelques instants sur la question du Kosovo. Je demeure convaincu que notre organisation a un rôle éminent à jouer pour rechercher des solutions, faciliter des transitions et permettre le retour à une situation pacifiée. Les cinquante-six pays représentés ici ont chacun une vision particulière de ce que doit être l'avenir du Kosovo. Chacun raisonne au nom d'une logique propre, et je connais trop la complexité de cette situation pour croire en une solution miracle. Mais je voudrais attirer votre attention sur l'exigence, pour nous tous, de préserver avant tout les populations civiles, et en particulier les populations serbes. Elles ont besoin de nous : j'espère que nous saurons en pleine unité leur répondre.

Pour avoir longtemps côtoyé ses équipes sur le terrain, je connais bien l'importance particulière du rôle de la mission de l'OSCE dans la protection des populations du Kosovo. Son travail de proximité est remarquable. Quelles que soient les évolutions sur la question du statut du Kosovo, le mandat de l'OSCE doit être reconduit, pour garantir en 2008 le développement de la démocratie locale, le respect des droits de l'Homme et la prévention des tensions inter-ethniques.

Mesdames et messieurs, à côté de ces dossiers brûlants, je pourrais bien sûr évoquer le Haut-Karabagh, la Géorgie ou la Moldavie, où le rôle et les valeurs de l'OSCE sont tout aussi déterminants. Je pourrais aussi évoquer la lutte contre la traite des êtres humains ou contre l'exploitation sexuelle des enfants, pour lesquelles l'OSCE joue un rôle pionnier.

Je pourrais enfin bien sûr m'arrêter sur les questions économiques et environnementales, sur lesquelles le travail de la présidence espagnole a été remarquable. Nous espérons que les présidences suivantes, la Finlande que je salue en particulier, poursuivront ce travail, qui bénéficie en premier lieu aux pays d'Asie centrale.

Je relève d'ailleurs qu'un pays d'Asie centrale, le Kazakhstan, est candidat pour exercer la présidence de l'OSCE. Je ne doute pas que cette aspiration à assumer la présidence de notre organisation répond à une volonté d'en défendre les principes et les valeurs. Je souhaite que les efforts de la présidence espagnole pour parvenir à un compromis sur les prochaines présidences puissent aboutir.

La France, pour sa part, poursuivra son engagement indéfectible au service d'une OSCE conciliant valeurs démocratiques et efficacité au service des peuples. C'est au nom de cette vision exigeante de notre organisation que j'entends mobiliser l'Union européenne dont la France, après la Slovénie, assumera la présidence en 2008. Je sais qu'elle est partagée par la prochaine présidence finlandaise à laquelle la France apportera évidemment son plein soutien.

Merci, Monsieur le Président, cher Miguel, de votre engagement sans faille pour l'OSCE. Avec vous, et par les décisions que nous allons prendre pendant cette ministérielle, notre Organisation démontre son rôle au service de nos concitoyens et des valeurs démocratiques que nous partageons. C'est une exigence fondamentale.

J'ai été très heureux d'entendre les réflexions de la présidence de l'UE et de Madame Benita Ferrero-Waldner.

Mesdames et Messieurs, nous devons nous parler franchement. Les tensions sont de retour. L'Europe est entrée dans une période d'inquiétude. C'est une surprise douloureuse mais les choses sont là : nos espoirs conçus il y a quinze ans vacillent aujourd'hui. Nous ne nous parlions pas comme ça il y a encore si peu, nous avions des conversations plus chaleureuses et plus fraternelles. Comment en sommes nous arrivés là ? Nous portons tous une part de responsabilité. La France n'accuse personne, elle porte aussi sa part de responsabilité. Tous ensemble, prenons garde à ne pas laisser d'installer les malentendus, à ne pas revenir quinze ans en arrière. Le moment est venu : ressaisissons-nous !